

Die Tücken des CO₂-Marktes

Als schlechten Schüler titulierte Greenpeace die Regierung in einem Pressecommuniqué, weil die luxemburgischen Register zum CO₂-Handel von der EU-Kommission als nicht operationell bezeichnet wurden. Prompt berichtigte das Umweltministerium: Die Zahlen über den CO₂-Ausstoß der energieintensiven Industrie liegen vor und das Register ist demnächst voll funktionsfähig. Die EU möchte die CO₂-Emissionen mittels eines Zertifikatenhandels-System senken. Dabei werden den Industriebetrieben Zertifikate für CO₂-Quoten zugeteilt. Wer weniger ausstößt, kann Zertifikate verkaufen, wer mehr ausstößt, muss welche hinzukaufen. Die Zwischenbilanz der Kommission hat allerdings gezeigt, dass die Quoten recht großzügig verteilt wurden: Die wenigsten Länder haben den zugeteilten Anteil voll ausgeschöpft. Daraufhin sind die Börsenpreise für CO₂-Zertifikate drastisch gefallen. Wenn aber die Mehrkosten für Verschmutzer gering ausfallen, ist die Effizienz des Marktmechanismus in Frage gestellt. Auch hier macht Luxemburg keine gute Figur: Von den von der Industrielobby erkämpften 3.229.321 Tonnen CO₂-Ausstoß wurden nur 2.603.349 benötigt. Ein marktwirtschaftlicher Anreiz, weniger CO₂ zu emittieren, ist nicht zu erkennen.

Abfallwirtschaftsplanung

"Quoi de plus naturel qu'un déchet?" - bei der Vorstellung des "plan national de gestion des déchets" gab sich das Umweltministerium selbstbewusst. Dieser Plan definiert die Leitlinien und den Verhaltenskodex in Sachen Abfallprävention und -verwertung. Neben der SuperDrecksKëscht, die Informationen zu alternativen Produkten liefern soll, engagiert sich zum Beispiel das "centre de ressources des technologies pour l'environnement" im Bereich einer umweltfreundlichen Oberflächenbehandlung. Nach dem plan national sollen die Betriebe fortan Benotungen erhalten, wenn sie gute Abfallqualität liefern. Auch die Distanz für den Abtransport von Müll soll berücksichtigt werden, in dem Sinne, dass Abfall dort entsorgt werden soll, wo er angefallen ist. Zeitgleich hat die Umweltverwaltung die neu gegründete Tauschbörse vorgestellt, die dazu dient eine größere Menge von noch verwertbaren Materialien aus dem Kreislauf der Abfallentsorgung zu ziehen, um den Rohstoffverbrauch zu schonen und Energie zu sparen. Die Internetseite richtet sich an Firmen und Privatpersonen. Wer also Mutterboden zur Anlage eines Gartens, alte Bürostuhlung oder gebrauchte Lektüre braucht, sollte folgende Internetseiten anklicken: www.recyclingboerse.lu / www.bourse-de-recyclage.lu

A l'ombre du centenaire

En ce moment, la ville d'Esch-sur-Alzette se complaît dans l'image de site culturel d'excellence et de ville vivante et dynamique. Et c'est vrai, le site des Nonnewisen est finalement en train de prendre forme. Malheureusement, la ville vient de se désengager d'un de ses sites culturels les plus renommés. La Kulturfabrik, financée conjointement par la ville et l'Etat, aurait dû toucher 150.000 € des deux financiers, en plus des 750.000 € alloués par une convention. Alors que l'Etat a payé d'un trait, les autorités communales ne subventionnent qu'au compte-gouttes. C'est-à-dire 30.000 € par an sur une durée de cinq ans. Ce qui met le centre culturel dans une mauvaise passe: "Fort probablement nous aurons un déficit à la fin de l'année", commente Serge Basso, le directeur, "en plus, nous ne pourrions pas augmenter les paies déjà maigres de notre personnel. Sans parler des impacts sur la programmation". Du côté de la commune, on ne veut rien savoir d'une mauvaise volonté. Guy Assa, le responsable des relations publiques d'Esch, invoque plutôt un problème de communication entre le ministère de la culture et la ville: "Le ministère nous a prévenu oralement de l'augmentation de son côté, mais quand la lettre de confirmation est arrivée le 16 décembre dernier, notre budget était déjà voté. Pour continuer à aider la Kulturfabrik, nous avons donc fait cette contre-proposition." Quoiqu'il en soit, les temps durs pour l'ancien abattoir, qui en a connu d'autres, sont loin de toucher à leur fin.

Pour Vera Spautz, le LSAP n'a pas d'autre alternative que de s'engager sur une ligne politique clairement sociale.

(Foto: Christian Mosar)



POLITIQUE

"La politique du parti n'est pas visible"

woxx: Depuis que vous avez été élue à la Chambre des députés en 2004, vous avez déjà fait valoir à plusieurs reprises votre différence par rapport à votre propre groupe parlementaire. Comment réalistez-vous ce grand écart?

Vera Spautz: C'est très difficile. Mon parti est dans une coalition, je le sais et je l'accepte, même s'il faut faire des compromis que je n'apprécie pas. C'est en relation avec mon passé politique et syndical ainsi que mon engagement dans le mouvement de la paix. Mais les discussions au sein de mon groupe sont souvent très animées.

Au dernier congrès du LSAP, vous avez signé une motion très critique des Jeunesses socialistes à l'égard de la politique du parti. Cette motion était-elle spontanée ou était-ce une opération concertée?

Cette motion venait de la part des Jeunesses socialistes. Ils ont exprimé ce que beaucoup de membres ou de mandataires locaux et à la Chambre ressentent. Je ne suis pas la seule députée à l'avoir signée. En une demi-heure, la motion a récolté 79 signatures. Avec une demi-heure de plus, je suis convaincue que beaucoup d'autres s'y seraient rajoutées. Ce qui me gêne, c'est dès qu'une critique apparaît, on l'assimile à une tendance révolutionnaire ou anarchiste. La direction du parti doit prendre cette motion au sérieux et être à l'écoute.

Qu'est-ce qui gêne le plus certains membres du parti?

Je ne peux que parler pour moi-même ou de ce que j'entends dire. Beaucoup sont d'avis que nous ne sommes plus visibles à l'extérieur, que nous acceptons trop de choses venant du CSV. Il ne faut pas non plus oublier qu'un certain nombre de délégués n'a pas approuvé l'accord de coalition et refuse toujours de soutenir un certain nombre de choses. Le problème, c'est que la politique du LSAP n'est pas visible. Entre le programme électoral, l'accord de coalition et la politique qui

est menée, il y a trois mondes différents.

On a l'impression que les membres du gouvernement sont déconnectés des membres du parti et de leur électorat.

Les membres du gouvernement participent aux réunions du groupe. On y mène un certain nombre de discussions. Mais certaines discussions ne sont pas menées pour des raisons de coalition gouvernementale. Par exemple, l'implantation à Esch de l'université n'était non plus pas prévue dans l'accord gouvernementale. Sur ce point, la coalition s'est montrée flexible et a pris une décision de bon sens. Pourquoi ne pas faire de même sur d'autres dossiers? Pourquoi ne pas en discuter avec d'autres personnes, mettre en valeur la démocratie de base, dont le LSAP se targue tant? On pourrait alors inclure celles et ceux qui ne sont pas d'accord avec la politique du parti. Il y aurait plus de transparence.

Le LSAP aurait-il besoin d'un courant de gauche?

Il y a plutôt une tendance syndicale. Cela ne ferait pas de mal au LSAP d'avoir un courant de gauche constitué.

Certains vous reprochent de vouloir mettre votre propre personne en valeur.

J'ai souvent entendu ce reproche. Lorsque l'on est pas

d'accord avec le mainstream, on est rapidement suspecté de vouloir se mettre en avant. Mais je ne fais qu'exprimer ce que d'autres, moins publics que moi, pensent.

Que pensez-vous de l'accord tripartite?

Je suis très divisée. Je suis aussi membre du comité exécutif de l'OGBL et j'ai conscience du malaise que cet accord engendre dans le milieu syndical. Un grand nombre de militants syndicaux a voté contre. Mais je ne peux pas m'imaginer que de telles décisions auraient pu être prises dans un autre organe que la tripartite. Si les décisions avaient été prises à la Chambre, cela aurait fait beaucoup plus mal. Au sein de la tripartite, les syndicats ont tenté de jouer au mieux leur rôle et ont par exemple évité l'abolition de l'indexation des salaires. Si cet accord avait été conclu au sein de la Chambre, avec l'appui des libéraux, des Verts ou de l'ADR, les résultats auraient été moins acceptables. J'ai donc approuvé l'accord tripartite parce que je sais ce qui se serait passé si les décisions avaient été prises autrement.

A propos d'Esch, le Feierkrop affirme qu'il y a de l'eau dans le gaz au sein de la section locale du parti. Vous auriez adressé une lettre aux

membres de la section dans laquelle vous critiquez la politique de la bourgmestre, notamment en matière de taxes.

La version du Feierkrop n'est pas correcte et j'ai pu constater qu'il ne détient pas la lettre en question. J'ai en effet écrit une lettre aux membres de la fraction du conseil communal ainsi qu'au président de la section, mais pas à l'ensemble des membres. Je n'y évoquais ni la politique actuelle des taxes, ni le Tour de France. Je voulais évoquer la politique sociale du LSAP qui doit rester notre sujet prioritaire. Nous devons continuer cette politique sociale que nous avons initiée sous la coalition précédente avec André Hoffmann et dont j'ai hérité le ressort. Je n'ai évidemment rien contre les festivités du centenaire de la ville, au contraire, mais elles ne peuvent pas se faire au détriment d'autres dossiers.

Ce courrier va-t-il avoir une suite?

Elles sont en cours, même si le président de la section a trouvé nécessaire de convoquer une réunion. Mais cela va continuer. L'ordre du jour du prochain comité prévoit d'ailleurs une discussion sur les finances ainsi que sur la politique des taxes. Nous allons également discuter de ce fonds spécial à l'aide sociale d'un million d'euros et nous sommes en train de déterminer les critères d'octroi. Je présenterai un premier bilan lors de la prochaine réunion du collège échevinal. Esch connaît un taux de précarité sociale très élevé.

Comment envisagez-vous les prochaines années jusqu'en 2009?

Le LSAP doit être offensif. Il y a encore beaucoup de projets en attente comme celui sur la double nationalité et le LSAP doit signifier au CSV quelles sont les limites qu'il n'est pas prêt à dépasser. D'une manière générale, le LSAP doit avoir une ligne politique dont le caractère social soit clairement reconnaissable, sinon il risque de rencontrer de sérieux problèmes en 2009.

Nous allons imiter une émission sur RTL-Télévision. Sur une échelle de zéro à dix, qu'elle note donneriez-vous à la politique du gouvernement?

C'est une question piège (rires)! Disons six sur dix.

Entretien: David Wagner

Vera Spautz

Non, Vera Spautz n'a pas jamais été membre du KPL, comme beaucoup le prétendent. Si elle a certes sympathisé avec les communistes luxembourgeois, elle était en fait membre, ensemble avec son mari, le syndicaliste Nando Pasqualoni, du parti communiste ... italien! La catastrophe de Tchernobyl et les explications non moins pénibles des responsables du parti luxembourgeois, ont amené la militante du mouvement pour la paix à tourner le dos à la mouvance communiste pour rejoindre le LSAP. Mais de toute façon, son engagement prioritaire allait à l'OGBL, dont elle a été la vice-présidente. Depuis 2000, elle est membre du conseil échevinal d'Esch-sur-Alzette. En 2004, elle a été élue à la Chambre des députés-e-s. Estimant qu'un-e député-e doit garder un pied dans le monde du travail, elle est toujours permanente de l'association "Zarabina", dont elle est la présidente.